

## 22. L'importance de l'éducation et la formation

### La situation actuelle

Le changement climatique est le principal sujet d'inquiétude pour les jeunes français comme en témoignent les diverses revendications qui émanent des lycéens et des étudiants<sup>196</sup> : Pour un réveil écologique, les marches lycéennes et étudiantes pour le climat, Campus en transition, développement des campus verts, etc. Les jeunes aspirent à plus grande prise en compte des enjeux climatiques y compris pour une éducation à la hauteur des enjeux et prônant la sobriété.

Les programmes français s'inscrivent dans le cadre de plusieurs instances internationales, l'OCDE, l'UNESCO ou encore l'Union européenne. Dans le cadre des 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2015, l'UNESCO est en charge de diriger et de coordonner le programme nommé « Éducation 2030 » portant sur l'accès à une éducation de qualité pour tous afin de réduire les inégalités socio-économiques et lutter contre le changement climatique dans le monde. L'un des domaines d'action prioritaires porte sur la nécessité d'accélérer l'action à l'échelle locale<sup>197</sup>. Cette question se pose aussi en France, le rôle des régions dans l'éducation y étant encore marginal<sup>198</sup>.

L'OCDE a également adopté une feuille de route : *Le Futur de l'éducation et des compétences : Éducation 2030*. Elle souligne le rôle prépondérant de l'éducation afin de répondre à l'enjeu écologique, mais met aussi en exergue les opportunités de croissance que peut représenter le changement climatique, perpétuant ainsi une vision à dominante productiviste.

Dans une logique de compétitivité, l'Union Européenne souhaite élaborer un cadre européen de compétences à développer par les apprenants en matière de changement climatique et de développement durable. La Commission européenne fait de la transition écologique un des six piliers de la construction d'un espace européen de l'éducation d'ici à 2025 notamment à travers la mise en place d'une coalition « Éducation pour le climat »<sup>199</sup>.

Plusieurs acteurs privés prennent également en main la question de la pédagogie à destination des entreprises à travers des projets tels que La fresque pour le Climat ou pour la Biodiversité.

De nombreuses associations œuvrent à faire évoluer l'éducation aux enjeux écologiques, à l'image du Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire (RESES), qui rassemblent plus de 140 associations étudiantes et a pour objectif d'avoir "100 % d'étudiant.e.s formé.e.s et engagé.e.s sur les enjeux écologiques et solidaires", et "100 % de campus durables et engagés dans la transition écologique". À cette fin, l'association propose entre autres des formations à destination des établissements et des étudiants, et se fait le relais auprès des institutions des revendications étudiantes en matière d'enseignement supérieur<sup>200</sup>.

---

<sup>196</sup> Schmid Lucile, Spence Paul, Prendre sa vie en main : le mouvement des jeunes pour le climat, La Fabrique Écologique, Décryptage, le 28 mai 2019.

<sup>197</sup> UNESCO, L'éducation au développement durable : Feuille de route, 2020, France.

<sup>198</sup> « Depuis les années 1980, l'État a engagé une opération de décentralisation des compétences qui renforce le poids des collectivités territoriales. La commune, le département et la région participent au fonctionnement de l'éducation nationale. » <https://www.education.gouv.fr/les-collectivites-territoriales-8138>

<sup>199</sup> Commission européenne, Espace européen de l'éducation, [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/european-education-area/education-for-environmental-sustainability\\_fr](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/european-education-area/education-for-environmental-sustainability_fr)

<sup>200</sup> <https://le-reses.org/qui-sommes-nous/>

## **Les mesures prises pendant le dernier quinquennat**

Dans la ligne des objectifs de développement durable de l'ONU, plusieurs mesures ont été mises en place, contenues notamment dans deux circulaires. Les enseignements relatifs au changement climatique, à la biodiversité et au développement durable sont renforcés dans le cadre de la modification des programmes des cycles 1, 2, 3 et 4 applicables à la rentrée 2020 (circulaire BO n°31 du 30/07/2020). Les écoles et établissements doivent devenir, de leur côté, des lieux exemplaires en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité. Le pilotage académique et local de la transition écologique doit être renforcé en s'appuyant sur la démocratie lycéenne. Ces actions concrètes sont démultipliées par un renforcement des thématiques de la protection de l'environnement et de la biodiversité dans les programmes et les diplômes. La dimension européenne et internationale ; la nécessaire évaluation, suivi et coordination nationale (circulaire n° 2019-121 du 27-8-2019).

En parallèle, les élections des éco-délégués ont été systématisés dans les classes de collèges et de lycées. Ces derniers ont pour rôle de sensibiliser et de mobiliser les étudiants pour faire des lycées et collèges des espaces de biodiversité. Pour autant, la suppression de 1 800 postes d'enseignants à la rentrée 2021 et la suppression de postes plus génériques depuis le début du quinquennat pourraient avoir un impact direct sur le déploiement de l'enseignement au développement durable.

Un certain nombre d'acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche ont lancé, en 2019, un appel au ministère de l'Enseignement supérieur pour que l'enseignement des enjeux écologiques soit généralisé à tous les établissements du supérieur<sup>201</sup>. En 2020, ce dernier a missionné un groupe de travail composé entre autres d'associations et de syndicats étudiants qui ont dressé une liste de recommandations en vue de cet objectif.

## **L'état du débat politique et médiatique**

L'éducation n'est quasiment pas pour le moment un thème véritable de débat, et encore moins l'éducation à la transition écologique. Pourtant, ce sujet soulève plusieurs interrogations, lesquelles sont mises en avant depuis plusieurs années par des chercheurs en sciences humaines et sociales, ainsi que par différentes organisations.

La première concerne la définition du projet éducatif, afin qu'il parvienne mieux à une conscientisation efficace, soutenue, et généralisée sur les enjeux écologiques. La prise en compte de ces enjeux s'est en grande partie faite selon le concept de développement durable<sup>202</sup>, mais celui-ci est critiqué<sup>203</sup>.

Un autre point potentiel de débat est l'implémentation des enjeux écologiques dans les différents parcours scolaires et d'enseignement supérieur. Trois stratégies sont proposées. La première, dite « réformiste », implique de créer des cours obligatoires dans toutes les disciplines, en se fondant sur les structures scolaires existantes. La deuxième, dite « confirmative », se définit par l'intégration des enjeux écologiques dans les cours déjà existants. Enfin à travers la troisième stratégie, dite « transformative », les enjeux environnementaux sont vus comme le point de départ et la finalité d'un projet scolaire qui doit dès lors être revu. Cette dernière approche est la plus controversée, parce

---

<sup>201</sup> <https://theshiftproject.org/soutenez-appel-former-etudiants-climat/>

<sup>202</sup> La mise en avant de ce concept comme enjeu éducatif s'est faite à partir de 1992 et du Sommet de Rio, au cours duquel l'Éducation en vue d'un Développement Durable (EDD) s'est imposée.

<sup>203</sup> Curnier, Daniel. « Quel rôle pour l'école dans la transition écologique ? Esquisse d'une sociologie politique, environnementale et prospective du curriculum prescrit ». Université de Lausanne, Faculté des géosciences et de l'environnement, 2017, p.147. [https://serval.unil.ch/notice/serval:BIB\\_B31DC17D1A79](https://serval.unil.ch/notice/serval:BIB_B31DC17D1A79).

qu'elle repose sur l'interdisciplinarité et que ce concept et son implémentation reste relativement flou<sup>204</sup>.

### Les enjeux pour l'avenir

Il s'agit de promouvoir une vraie « culture écologique », ce qui implique de prendre en compte sa dimension systémique :

#### a) Les programmes et les cursus

Appliquée aux enjeux écologiques, la conscientisation<sup>205</sup> doit permettre aux apprenants d'avoir, à terme, les outils suffisants pour reconnaître les discours climato-sceptiques et les freins à l'action, y répondre, réfléchir aux enjeux climatiques et proposer des solutions. Il s'agit notamment de se prémunir des risques psycho-émotionnels (i.e. solastalgie, éco-anxiété) liés au sentiment d'impuissance et de ne pas aseptiser la dimension politique de ces enjeux. Leur traitement pourra se faire en favorisant le dialogue, démontré comme permettant de générer une plus grande acceptation de la science climatique<sup>206</sup>.

Les programmes et cursus d'enseignement doivent par ailleurs intégrer l'interdisciplinarité, inhérente à la question écologique. Elle implique de porter sur les enjeux écologiques un regard qui soit éclairé par les approches de différentes disciplines — i.e. climatologie, physique, biologie, mais également psychologie, sociologie, anthropologie, sciences du langage, art, etc. — afin de rendre compte de cette dimension systémique : la crise écologique cristallise des sujets complexes, qui ne sauraient être cernés par le seul prisme des sciences fondamentales et de l'ingénieur. Des cours transdisciplinaires pourraient ainsi être créés pour traiter de questions spécifiques, de façon ciblée, i.e. mix énergétique, transports, gouvernance climatique, adaptation, etc<sup>207</sup>.

#### b) Le public concerné

L'éducation et la formation aux enjeux écologiques constitue un projet global, impliquant toutes les sphères de la société, les hauts fonctionnaires, les personnels d'entreprise, les enseignants et éducateurs, etc. L'implémentation de cette approche sociétale pourra impliquer le déploiement d'un réseau d'experts et de formateurs pour « mailler » le territoire de pôles de formation et la démocratisation des campus dématérialisés<sup>208</sup> et cours en ligne (de type MOOCs). L'accompagnement des professeurs est également une des clés de voute de cette approche. Plusieurs initiatives peuvent servir d'exemple<sup>209</sup>. Enfin, rendre les enseignements aux enjeux écologiques obligatoires tout au long

---

<sup>204</sup> Ibid., p.174-175.

<sup>205</sup> Le concept de *conscientisation* désigne un processus éducatif qui implique de dépasser la « conscience naïve » pour tendre vers une « conscience critique », en développant un savoir critique, dialectique et pratique. Il a été théorisé par Paulo Freire et introduit dans son ouvrage *Pédagogie des opprimés* (1968), dans lequel il expose les principes d'une éducation fondée sur des pratiques dialogiques, qu'il présente comme une approche nécessaire pour répondre à la dimension systémique de l'oppression coloniale. De questions qui font débat dans le champ scientifique, dans l'espace public / politique, et en classe, le nucléaire en étant un exemple typique (Curnier, 2017 : 171).

<sup>206</sup> Discussing global warming leads to greater acceptance of climate science | PNAS.

<sup>207</sup> La Finlande a par exemple inséré des modules transdisciplinaires dans l'école publique obligatoire depuis 2016, lesquels sont pris en charge par des équipes pédagogiques (Curnier, 2017 : 176).

<sup>208</sup> On peut citer l'exemple de « l'Université des Colibris » (<https://www.colibris-lemouvement.org/projets/luniversite-colibris>), développé par le Mouvement Colibris, ou encore l'initiative américaine « Bending the Curves », qui propose différents formats d'enseignement afin de s'adapter aux contraintes logistiques de chacun : cours hybrides, cours en ligne, manuels, etc. (<https://bendingthecurve.ucsd.edu/>).

<sup>209</sup> L'initiative du réseau états-unien CLEAN, qui met à disposition pour les enseignants une fiche « Controverse dans la salle de classe: stratégies pour appréhender les discours sur le changement climatique »<sup>209</sup> peut servir d'exemple. De même, les « Résumés pour professeur » du GIEC pourraient servir d'appui.

du cursus, pourrait être un moyen d'assurer un enseignement continu et généralisé à toutes les filières et à tous les établissements.

c) La gouvernance

Elle implique une clarification du rôle des différentes instances institutionnelles dans l'élaboration des programmes, et la création d'instances dédiées au sein des établissements, voire aux échelles régionales et départementales<sup>210</sup>. Le Label Développement Durable des Établissements d'Enseignement Supérieur (DD&RS) permet de « valoriser les démarches de développement durable et de responsabilité sociétale des établissements »<sup>211</sup>, mais ne suffit pas. Le suivi de leur prise en compte implique ainsi de définir des indicateurs adaptés.

**Quelques questions précises et prioritaires destinées aux candidats**

- 1) Pour l'enseignement aux enjeux écologiques, quelles initiatives comptez-vous prendre pour les renforcer et garantir dans l'enseignement supérieur une approche interdisciplinaire ?
- 2) Envisagez-vous une gouvernance spécifique au niveau des établissements, locales ou nationales pour former l'ensemble des élèves et étudiants, quel que soit le cycle ou la filière, aux enjeux écologiques ?

---

<sup>210</sup> Le collectif Pour un réveil écologique a ainsi mis en avant l'importance de développer de telles instances au sein des établissements d'enseignement supérieurs, où la prise en compte des enjeux écologiques est encore largement négligée.  
<https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/grand-barometre/#reponses>

<sup>211</sup> <https://www.label-ddrs.org/>